

**REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE DE HARCÈLEMENT
SEXUEL DU CEM RAHIL DE BOUMERDÈS**

**Trois enseignantes demandent
leur affectation**

Cinq enseignantes ont été victimes, en 2006, d'insultes, de menaces et surtout de harcèlement sexuel de la part de leur ancien directeur du CEM Rahil de Boumerdès.

Ces harcelements ont duré, selon les documents en notre possession, quatre longues et pénibles années. Les victimes ont en vain alerté toutes le autorités, particulièrement leur tutelle, la direction de l'éducation.

Personne n'est intervenu. Devant le silence et la volonté des autorités d'étouffer cette affaire, les cinq enseignantes s'étaient affranchies de la peur pour porter leur calvaire devant la justice. Elles ont eu gain de cause. Le fautif avait été, rappelons-le, condamné, en seconde instance, à 18 mois de prison avec sursis et 5 000 DA d'amende. Malheureusement, le système clanique local, qui a des ramifications au niveau du ministère de l'Education, les avait mises dans le collimateur pour cette audace. Il tente de les broyer. Elles résistent seules, en dehors des structures où apparaissent

occasionnellement des faux discours et autres rencontres festives avec guirlandes et gâteaux au sujet des droits de la femme algérienne. Sans que personne ne dénonce ce scandale, elles subissent la *hogra*. Après que les actes infâmes contre elles furent mis sur la place publique et une plainte déposée, trois mères de famille ont été mutées, injustement, estiment-elles, loin (Thenia, Bordj-Menaiel et Ouled Heddadj) de leur commune de résidence, Boumerdès en l'occurrence. Les deux autres ont été maintenues sur place. Les trois victimes, après qu'elles eurent dénoncé une mutation qui avait tout à fait l'air d'une sanction, sont mutées en 2006 pour nécessité de service. Elles ont été empêchées d'introduire, dans les délais requis, une action en justice contre cette décision par la promesse d'une syndicaliste,

responsable de l'UGTA, qu'elles seront réintégrées à leurs postes d'origine à la fin de l'année scolaire 2006/2007. C'est ce qu'elles expliquent au wali de Boumerdès dans une lettre lui demandant d'intervenir pour mettre fin à leur exclusion du droit à l'inscription dans le mouvement annuel du personnel de l'éducation nationale. En effet, à l'issue de la fin des trois années de mutation, elles ouvrent droit à une réintégration qui, semble-t-il, leur est refusée. Mais pourquoi? S'agit-il d'une rancune tenace? Leur appel sera-t-il enfin entendu par la première autorité de la wilaya? Nous ne serions pas surpris du contraire. Et pour cause, la longue lettre envoyée le 1^{er} ctobre 2007 au premier magistrat du pays lui demandant d'intervenir pour les aider à recouvrer leur dignité et leur droit est restée sans écho. Il se dit dans les milieux de la famille éducative que le clan qui a ciblé ces enseignantes est assez

puissant pour commettre des abus sans qu'il soit rappelé à l'ordre par une quelconque autorité. Pour preuve, les observateurs rappellent que ce clan avait tout fait pour protéger ce directeur indélicat. Immédiatement après que le scandale fut dévoilé, il a été muté, durant seulement une journée, dans la wilaya de Tizi-Ouzou avant d'être dirigé dans la wilaya d'Alger.

Alors qu'il était sous contrôle judiciaire avant de se voir infliger en première instance une lourde peine de prison ferme, il continuait à exercer, dans la wilaya d'Alger, en qualité de directeur de CEM avec en sus l'affectation d'un F5 comme logement d'astreinte.

Par contre, ses victimes ont été sanctionnées. «Il ne reste peut-être à ces mères de famille fonctionnaires de l'éducation nationale depuis des décennies que les instances internationales pour recouvrer leurs droits», observe un enseignant.

Abachi L.

**DÉPISTAGE DES MALADIES CARDIOVASCULAIRES,
DU DIABÈTE ET DES TROUBLES RÉNAUX À TIZI-OUZOU**

Une première à Bouzeguène

Les maladies cardiovasculaires, qui représentent un important taux de mortalité dans le pays, ont fait dernièrement l'objet, avec le diabète et les troubles rénaux, d'une campagne de dépistage de deux jours au profit de la population du village Houra (Bouzeguène).

Une initiative du club sportif amateur en collaboration avec le comité de village et en association avec l'association Tujya de Tizi-Ouzou qui a mobilisé pour la circonstance 24 médecins entre généralistes et étudiants en médecine. Le dépistage personnalisé a mis en évidence les facteurs de risque et chacun des 250 bénéficiaires du dépistage a été soumis à cinq étapes : interrogatoire, prise de tension artérielle et mesure du poids, contrôle de la glycémie, examen des urines et enfin analyse des résultats et orientation.

Pour les hommes, les séances de dépistage ont été appuyées de communications sur les thèmes du tabagisme actif et passif avec projection sur data show pour mettre en évidence le danger auquel sont exposés les fumeurs. Le cancer du sein, pathologie à laquelle sont exposées beaucoup de femmes, a également fait l'objet d'une conférence pour un nombreux public féminin, tout comme les adolescents qui ont été sensibilisés aux fléaux sociaux.

Une réussite en termes de mobilisation en dépit de la période de la fenaïson qui retient beaucoup de personnes aux champs, considèrent les organisateurs qui ont noté une forte présence de femmes de plus de 50 ans et d'adolescents.

Par cette campagne, une première dans la région vu son envergure, ils entendent sensibiliser le maximum de gens à l'importance de visites médicales et sur la nécessité de la prévention de fréquentes pathologies pour lesquelles il existe un dépistage. Par-delà le succès enregistré par cette campagne, les organisateurs tiennent à remercier par la bouche de

Younsi Djamel, président du club sportif amateur de Houra, tous ceux et celles qui ont contribué de près ou de loin au succès de la manifestation, à leur tête l'association Tujya et le comité de village, et la population de Houra auxquels ils promettent de ne ménager aucun effort pour la redynamisation de la vie sociale.

S. Hammoum

**Mouvement de protestation
à l'hôpital de Boghni**

Les travailleurs de l'EPH (Etablissement public hospitalier) de Boghni sont en colère.

Ils observent quotidienement, depuis dimanche dernier, un piquet de grève de deux heures pour exiger la réintégration de leur collègue, le sous-directeur des moyens et des finances, suspendu de ses fonctions, voilà maintenant six mois, suite à une affaire, portée devant la justice, de disparition d'une bouteille d'oxygène.

Convaincus de la justesse de la cause qu'ils défendent, les protestataires sont persuadés que leur collègue est victime d'une injustice qu'ils ne sauraient passer sous silence.

Aussi, ils demandent l'application des textes du statut général régissant le secteur de la santé qui ont été, d'après eux, bafoués par la tutelle. Pour ce faire, ils s'appuient sur l'article 174 qui stipulerait, selon eux, que le fonctionnaire qui n'est pas traduit devant le conseil de discipline, 45 jours après sa suspension, devrait être réhabilité dans ses fonctions avec le paiement des arriérés de salaire correspondant à la période de suspension.

Et là aussi, les protestataires ont tenu à s'élever contre le traitement «inhumain» de la question, car le mis en cause ne perçoit, depuis six mois, que 600 DA mensuellement, soit l'allocation familiale, et ce,

en contradiction avec les textes. Quoi qu'il en soit, les travailleurs que nous avons rencontrés ce mardi paraissaient déterminés à aller jusqu'au bout de leur mouvement de protestation en recourant à d'autres actions si leur revendication n'est pas satisfaite. Ainsi, ils comptent, en plus de la saisie du chef de daïra, du directeur de wilaya de la santé et du ministère, tenir prochainement un sit-in devant le portail de l'entrée de l'hôpital et étendre le mouvement en sollicitant la solidarité et l'aide de leurs collègues des EPSP (Etablissement public des soins de proximité) de la région ainsi que de la société civile.

A. A. Y.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

**La colère
des habitants
de Maâdher Ziane
contre l'installation
de la carrière de
concassage**

Dans une pétition signée par une trentaine de citoyens de la petite agglomération de Maâdher Ziane, sise à environ 4 km de la commune d'Erabta, la population locale dénonce haut et fort les conséquences qu'elle juge néfastes, voire dramatiques pour leur petite agriculture, la santé humaine et animale, de la carrière d'un propriétaire privé, récemment autorisé à s'installer à proximité du village, pour exercer son activité de concassage. La missive s'adresse aux autorités locales dont le wali et la direction des mines, ainsi qu'aux plus hautes instances de l'Etat.

La poussière exerce un impact négatif sur les habitants mais surtout sur les petites récoltes de la région qui se résument aux maraîchages et céréales. Devant cette situation estimée lamentable, reprend le message, les protestataires mettent en garde les pouvoirs publics contre la forte indemnisation que pourrait engendrer un éventuel déménagement des citoyens vers un autre site, à savoir les assurances en rapport avec la création de nouveaux postes de travail, l'indemnisation sur le foncier ainsi que les garanties relatives à la scolarité des enfants. Pour toutes ces raisons, les protestataires proposent le déplacement de la carrière pour mettre fin au calvaire de toute une population.

Saâdène Ammara

**Deux femmes
écrouées
pour charlatanisme
et escroquerie**

Deux femmes âgées de 80 et 28 ans ont été arrêtées par la brigade de recherche de la Gendarmerie nationale de Bordj Bou-Arréridj pour charlatanisme et escroquerie maquillés en mendicité. En fait, les deux mises en cause traquées par un homme de 38 ans, résidant à Ras Laâyoune, wilaya de Batna, dont la sœur a été victime d'un vol de bijoux d'une importante valeur commis par les deux femmes escrocs, ont été interceptées dans la commune de Aïn Taghrout, wilaya de Bordj Bou-Arréridj, par les gendarmes en possession d'un gros lot d'objets de valeur détournés appartenant à plusieurs femmes escroquées.

Les deux femmes résidant à El Hassi, wilaya de Sétif, originaires de Relizane et Mascara, exercent leur activité à Sétif, Batna et Bordj Bou-Arréridj où elles usent souvent d'un stratagème basé sur le charlatanisme et la voyance sur des bijoux de préférence, pour parvenir à leurs fins. Après comparution devant le tribunal de Ras El-Oued, les deux femmes ont été incarcérées pour vol caractérisé, escroquerie et charlatanisme.

S. A.